

PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n° 19-DRCTAJ/1- 36

mettant en demeure le Directeur de la Société S.V.P.M. de respecter les prescriptions applicables aux installations qu'il exploite à SAINT-LAURENT-SUR-SEVRE

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu l'arrêté n°15-DRCTAJ/1-8 du 8 janvier 2015 autorisant la société SVPM à exploiter des installations de traitements des métaux à Saint-Laurent-sur-Sèvre ;

Vu l'attestation de constitution de garanties financières, signée le 20 juillet 2017 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 12 février 2018 transmis à l'exploitant par courrier du même jour, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite de contrôle du 5 février 2019, l'inspecteur de l'environnement a constaté que :

- les capacités de rétention associées aux trois lignes de traitements de surfaces, dont les volumes sont très supérieurs à 1 000 l, ne sont pas munies d'un déclencheur d'alarme en point bas et ne sont pas vides en fonctionnement normal, ce qui constitue un écart aux dispositions de l'article 7.4.2.3 de l'arrêté n°15-DRCTAJ/1-8 du 8 janvier 2015 susvisé ;
- l'exploitant n'a pas renouvelé ses garanties financières, bien qu'elles expirent le 30 juin 2019, soit dans moins de six mois, ce qui constitue un écart aux dispositions de l'article 1.4.2 de l'arrêté n°15-DRCTAJ/1-8 du 8 janvier 2015 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions du I de l'article L.171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure la société SVPM de se mettre en conformité, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code ;

ARRETE

Article 1

La société SVPM, exploitant des installations de traitements des métaux en zone industrielle de la Paix, sur le territoire de la commune de Saint-Laurent-sur-Sèvre, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes de l'article 7.4.2.3 de l'arrêté n°15-DRCTAJ/1-8 du 8 janvier 2015 susvisé :

« Les capacités de rétention de plus de 1 000 l associées à l'activité de traitement de surface, sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. »

Article 2

La société SVPM, exploitant des installations de traitements des métaux en zone industrielle de la Paix, sur le territoire de la commune de Saint-Laurent-sur-Sèvre, est mise en demeure de respecter, **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 1.4.2 de l'arrêté n°15-DRCTAJ/1-8 du 8 janvier 2015, rédigé comme suit :

« L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance. »

Article 3

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, **dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 2.

Article 4

Dans le cas où au moins une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 5

En application de l'article L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse <https://www.telerecours.fr>

Article 6

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAINT-LAURENT-SUR-SEVRE et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture – pôle environnement, section des installations classées.

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement, du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche-sur-Yon, le

14 MARS 2019

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Vendée

François-Claude PLAISANT

Arrêté n° 19-DRCTAJ/1- 96

mettant en demeure le Directeur de la Société S.V.P.M. de respecter les prescriptions applicables aux installations qu'il exploite à SAINT-LAURENT-SUR-SEVRE

